AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

COUR D'APPEL DE GRENOBLE

RG n° 13/05158

1ERE CHAMBRE CIVILE

ARRET DU MARDI 4 NOVEMBRE 2014

Appel reçu par lettre recommandée avec accusé de réception du 29 novembre 2013 reçue au greffe le 2 décembre 2013 - article 179-5 du décret du 27 novembre 1991 organisant la profession d'avocat

APPELANT :

Maître Emmanuel M.

né le

comparant

assisté et plaidant par Me Jean-Pascal CHAZAL de la SELARL CADRA, avocat au barreau de VALENCE

INTIMES :

Maître Patricia T.

né le

comparante

assistée et plaident par Me Isabelle FOILLARD, avocat au barreau de VILLEFRANCHE SUR SAÔNE

COMPOSITION DE LA COUR :

LORS DES DÉBATS ET DU DÉLIBÉRÉ :

Monsieur Dominique FRANCKE, Président,

Madame Dominique JACOB, Conseiller,

Madame Joëlle BLATRY, Conseiller,

Assistés lors des débats de Françoise DESLANDE, greffier.

DEBATS :

A l'audience publique du 09 Septembre 2014, après communication du dossier au Parquet Général le 9 janvier 2014, Monsieur FRANCKE a été entendu en son rapport.

Les avocats ont été entendus en leurs conclusions et plaidoiries.

Puis l'affaire a été mise en délibéré pour l'arrêt être rendu à l'audience de ce jour, après prorogation du délibéré.

EXPOSE DU LITIGE

Maître Emmanuel M. a saisi la cour d'appel de Grenoble par lettre recommandée avec accusé de réception du 29 novembre 2013 reçue le 2 décembre 2013 d'une demande de règlement du litige qui

l'oppose à Maître Patricia T., son associée au sein du cabinet CHORUS CONSEIL AARPI (association d'avocats à responsabilité professionnelle individuelle), constitué le 1er janvier 2011, sur le fondement de l'article 179-5 du décret du 27 novembre 1991 qui l'autorise, à défaut de décision, à saisir la Cour d'appel dans le mois de l'expiration du délai de quatre mois à compter de la saisine du bâtonnier compétent pour régler les différends entre avocats à l'occasion de leur exercice professionnel selon les articles 179-1 à 179-7 du décret.

Il indique à cet égard avoir saisi le bâtonnier le 28 juin 2013. (AR du 1er juillet 2013).

Maître Emmanuel M., Maître Patricia T. ont été régulièrement convoqués par lettre recommandée avec accusé de réception du 8 janvier 2014 pour l'audience du 9 septembre 2014.

Maître BENHAMOU s'est constitué pour Maître Patricia T. par lettre reçue le 20 février 2014.

Maître FOILLARD a conclu pour Maître Patricia T. le 3 septembre 2014.

Maître Emmanuel M. indique dans son courrier avoir acheté au prix de 320.000 euro le 1er janvier 2012 de Maître Marc P. SELARL, avocat au barreau de VALENCE, également associé qui a fait valoir ses droits à la retraite le 1er janvier 2012, le droit de présentation de clientèle portant sur une partie du portefeuille de clients en droit des sociétés du cabinet CHORUS CONSEIL AARPI,

Il indique que Maître Patricia T. a acheté à la même date pour 220.000 euro le droit de présentation de clientèle portant sur l'autre partie du portefeuille de clients de Maître Marc P.

Maître Jean-Claude B., associé du même cabinet, qui a cessé son activité le 31 décembre 2010 a, de son côté, cédé sa clientèle pour 100.000 euro à Maître Patricia T.

Maître Nicole P., associée du même cabinet, qui a cessé son activité le 30 septembre 2011, a quant à elle, cédé sa clientèle pour moitié, soit à hauteur de 36.000 euro à chacun d'entre eux, de sorte que chacun d'eux a réglé pour l'ensemble de la clientèle des trois cédants le même prix global de 356.000 euro.

Il fait valoir que leur projet, comme cela apparaît dans le protocole qu'ils ont signé le 23 novembre 2010 avec Maître Marc P. et Maître Nicole P., était que chacun d'entre eux détienne à parts égales l'intégralité du portefeuille de clients en droit des sociétés appartenant aux avocats intervenant dans ce domaine au cabinet CHORUS CONSEIL AARPI.

Cet objectif initial d'égalité d'activité et de chiffre d'affaires s'est concrétisé aussi par une répartition à égalité de la rémunération de deux avocats collaborateurs, Maître Serge V. à partir de février 2011, Maître Mathilde B. à partir de janvier 2012.

Il soutient que l'examen du listing des dossiers d'approbation des comptes au 31 décembre 2012 de chacun d'eux caractérise l'inégalité des dossiers traités, soit :

160 (43,36%) pour lui,

209 (56,64%) pour elle au 31 décembre 2011, date de cession et de référence pour l'appréciation de la répartition.

Il indique qu'une différence très importante de chiffre d'affaires, soit 185.436 euro en faveur de Maître Patricia T., est apparue au cours de l'année 2012, année de forte régression pour le cabinet (-14,85%).

Il précise ainsi qu'en 2012, le chiffre d'affaires de Maître Patricia T. représente 48,57% (496.897 euro) du chiffre d'affaires de l'activité droit des sociétés alors que le sien représente 36,62% (321.260 euro), qu'ainsi le rééquilibrage n'a pas été réalisé.

Il précise que le chiffre d'affaires de Maître Patricia T. s'est élevé en 2011 à 57% du chiffre d'affaires de l'activité droit des sociétés contre 36,62 % (354.622 euro) pour lui, ce qui était normal puisque Maître Patricia T. avait acquis le portefeuille de Maître B. au 1er janvier 2011 et que le rétablissement de l'égalité devait résulter en 2012 du fait qu'il acquérait une plus grande partie du portefeuille de Maître Marc P. le 1er janvier 2012.

Il ajoute que l'inégalité du nombre de dossiers clients résulte de l'examen du logiciel de gestion du cabinet POLY OFFICE à la date de mai 2013, après suppression des clients créés après le 1er janvier 2012 et des clients personnels c'est-à-dire provenant de leurs régions d'origine ou de connaissances personnelles.

Il fait valoir que Maître Patricia T. compte 1.045 dossiers (56,36%) dans POLY OFFICE contre 809 dossiers (43,63%), pour lui-même en 2012, soit même en admettant les rectifications demandées par Maître Patricia T., une différence de plus de 230 dossiers en sa faveur.

Il demande de lui allouer une indemnisation sur la base de la moyenne de la répartition effective entre Maître Patricia T. et lui-même :

- du chiffre d'affaires (60,26% / 41,4%),

- des dossiers clients (56,36% c 43,63%)

- des dossiers d'approbation des comptes (56,64 % c 38,96%)

soit 57,75% pour elle et 41,4% pour lui au lieu de 50/50, représentant un préjudice de 55.180 euro outre intérêts supportés dans le cadre du remboursement de son emprunt, soit 4.437 euro, soit la somme totale de 56.617 euro.

Maître Patricia T. a répliqué par conclusions reçues le 3 septembre 2014.

Elle demande de constater :

- qu'aucune faute de nature contractuelle ou délictuelle ne peut lui être reprochée,

- que l'absence du chiffre d'affaires escompté par Maître Emmanuel M. en 2012 n'est pas susceptible de constituer le préjudice nécessaire en pareille matière,

- l'inexistence d'un lien de causalité entre une faute et un préjudice,

de débouter Maître Emmanuel M. de ses demandes et le condamner à lui payer la somme de 10.000 euro de dommages-intérêts pour procédure abusive et vexatoire, outre celle de 3.000 euro par application de l'article 700 du Code de procédure civile, de le condamner aux dépens.

Elle fait valoir qu'elle a rejoint en 2004 le cabinet de Maître P. en qualité de collaboratrice, est inscrite depuis au barreau de VALENCE, qu'elle a proposé à Maître Emmanuel M., avant le départ envisagé de Maître Marc P. à la retraite, d'acquérir une partie du cabinet de ce dernier, ce que lui celui-ci a accepté, pour rejoindre le cabinet en mai 2008.

Elle indique par ailleurs avoir acquis pour 100.000 euro au 1er janvier 2010 le portefeuille clients en droit des sociétés de maître Jean-Claude B., associé du même cabinet .

Elle relate la création au 1er juin 2013, suite à la liquidation de l'AARPI, de deux structures distinctes, la SELARL CADRA, incluant Maître Emmanuel M. et l'AARPI CAP CONSEIL, dont elle est associée.

Elle indique que la somme de 50.698,44 euros est séquestrée à ce jour par le liquidateur de l'AARPI CHORUS CONSEIL sur son compte courant.

Elle expose avoir développé une activité depuis 2004 à Valence, récuse le fondement contractuel de la demande de Maître Emmanuel M. comme toute faute de sa part à l'égard de ce dernier.

Elle soutient que la difficulté provient de l'absence de liste de clients en annexe de l'acte de cession de Maître Marc P. alors que la répartition de la clientèle a été arrêtée d'un commun accord avec Marc P., qu'ainsi sa responsabilité n'est pas en cause.

Elle soutient à cet égard que la liste proposée par Maître Emmanuel M., et qu'elle conteste comme non probante, ne peut être retenue puisque la répartition des clients devait être égalitaire en termes de chiffre d'affaires, et non en nombre.

Elle ajoute que seul le chiffre d'affaires 2011 réalisé pour Marc P. est de nature à caractériser l'inégalité, puisqu'en 2012 chacun d'eux a pu développer de façon différente son activité entraînant un déséquilibre de leurs chiffres d'affaires respectifs.

Concernant le chiffre d'affaires 2010, elle fixe son chiffre d'affaires en tant que collaboratrice de maître P. à la somme de 21.991,52 euros pour 207.396 euros pour Emmanuel M.

Concernant le chiffre d'affaires 2011, elle le fixe à 240.000 euros pour elle contre 360.000 euros pour Emmanuel M., ce chiffre ayant servi de base aux actes de présentation de clientèle.

Elle soutient encore qu'une facturation différente peut être à l'origine de l'inégalité en 2012, pour avoir établi 408 factures avec une moyenne d'honoraires de 1.217,82 euros alors que Maître Emmanuel M. a établi 304 factures pour une moyenne d'honoraires de 1.002,72 euros.

Elle invoque le défaut de fondement, au titre de la responsabilité contractuelle comme délictuelle, de la demande de Maître Emmanuel M., que les protocoles de cession ne les engagent pas l'un à l'égard de l'autre, mais règlent leur relation avec les cédants, qu'elle n'a commis aucune faute de captation de la clientèle de Marc P. à l'encontre de Maître Emmanuel M.

Elle soutient à cet égard que la répartition s'entendait en égalité de chiffre d'affaires et non du nombre de clients, et conteste la liste donnée par Maître Emmanuel M., alors qu'elle n'a pas eu la maîtrise, au surplus, de leur répartition, indique que seuls les chiffres pour 2011 peuvent être retenus comme probants, l'évolution ultérieure tenant à la volatilité de la clientèle.

L' AARPI CHORUS CONSEIL est dissoute depuis le 31 mai 2013.

MOTIFS DE LA DECISION

Cinq conventions réglant la présentation de la clientèle à Maître Emmanuel M. et Maître Patricia T.en matière de droit des sociétés de Marc P., Nicole P.et Jean-Claude B., membres de la SCM AVOCATS CONSEIL et de l'AARPI CONSEIL CHORUS, créée à compter du 1er janvier 2011, sont produites aux débats, dont l'analyse guide le règlement du litige entre les parties.

La convention du 23 novembre 2010 est un protocole d'accord entre la SELARL Marc P. représentée par ce dernier, d'une part, Nicole P., de seconde part, Patricia T. et Emmanuel M. agissant conjointement et solidairement de troisième part.

Elle rappelle que Marc P. et Nicole P. souhaitent faire valoir leurs droits à la retraite au 1er janvier 2012, que Maître Emmanuel M. et Maître Patricia T. souhaitent leur succéder, que Patricia T. a acquis le 30 décembre 2010 auprès de Maître B., également associé de la SCM AVOCATS CONSEIL, le droit de présentation de sa clientèle moyennant une indemnité de 100.000 euro.

Elle fixe ainsi en son article 1er intitulé « de la présentation de clientèle de la SELARL Marc P. » la règle de la répartition des clients et du prix de cession global de la clientèle des cédants entre Maître Emmanuel M. et Maître Patricia T. :

« la répartition des clients et du prix de cession entre Maître Emmanuel M. et Maître Patricia T. sera arrêtée d'un commun accord entre les parties, étant précisé que la répartition des clients et du prix relatifs à l'acquisition tant du droit de présentation des clientèles de Maître Marc P., de celui-ci de Maître Nicole P. et de Maître Jean-Claude B. devra aboutir à une répartition globale des clients et du prix égale entre Maître Emmanuel M. et Maître Patricia T. » '.

Maître Marc P. s'engage à présenter aux soussignés de troisième part les clients composant cette fraction de la clientèle de la SELARL MARC P. au cours de l'année 2011 »

Il n'est pas contesté que l'intention des parties ainsi exprimée est de faire en sorte que le chiffre d'affaires global de l'activité droit des sociétés des trois cédants soit réparti de façon égale entre chacun des deux cessionnaires.

Les deux conventions de présentation de clientèle passées par Nicole P. avec chacun d'eux le 30 septembre 2011 remplissent cet objet. Pour un prix de vente de 36.000euro à chacun des cessionnaires, une répartition des clients est opérée par une liste non contestée de clients annexée à chacune de ces conventions, assurant l'équilibre de la cession.

Ce sont les deux conventions de présentation de clientèle passées par Marc P. le 31 décembre 2011 au profit de Maître Patricia T. au prix de 220.000 euro, de Maître Emmanuel M. au prix de 320.000 euro dont l'objet, selon le protocole du 23 novembre 2010 était de compenser le déséquilibre issu de la cession à la seule Maître Patricia T. de la clientèle de Jean-Claude B. qui est en cause.

C'est au vu du chiffre d'affaires réalisé en 2012 que Maître Emmanuel M. a saisi le bâtonnier de VALENCE le 28 juin 2013, estimant que l'objet assigné aux conventions du 31 décembre 2011 par le protocole du 23 novembre 2010 n'était pas rempli.

Les conventions du 31 décembre 2011 sont ainsi rédigées, de façon identique pour Maître Emmanuel M. et pour Maître Patricia T. :

article 1 : Présentation de successeur

«La société d'exercice libéral Marc P. cède ce jour le droit de présentation d'une partie de sa clientèle (au cessionnaire), seul(e) et unique successeur auprès de ladite partie de clientèle, laquelle est bien connue de ('), avec jouissance au 1er janvier 2012.

Il est précisé que la société d'exercice libéral Marc P. a d'ores et déjà présenté la plus grande partie des clients transmis par la présente (au cessionnaire), qui le reconnaît, dans le cadre de la répartition de clientèle prévue avec (l'autre cessionnaire).

La société d'exercice libéral Marc P. s'engage à assister (le cessionnaire) si besoin était auprès de ladite clientèle, et ce pour une durée maximale de un an à compter du 1er janvier 2012. »

Cette présentation d'une fraction de la clientèle de la société d'exercice libéral Marc P. est effectuée par ces conventions aux prix de 220 .000 euro à Maître Patricia T., 320.000 euro à Maître Emmanuel M..

Aucune des conventions ci-dessus ne fait reposer sur les cessionnaires l'obligation mise à la seule charge de Marc P. d'effectuer la présentation de sa clientèle en fonction du prix de vente, pour rééquilibrer celle résultant des cessions antérieures.

En outre, chacun des cessionnaires admet par la convention signée avec Marc P. que la plus grande partie des clients transmis lui a été présentée par celui-ci à la date de la signature, et a assumé le risque que, contrairement à la convention passée avec Nicole P., aucune liste des clients présentés ne figure en annexe à ladite convention, ce qui interdit à chacun de justifier que la répartition opérée en décembre 2011 ne remplit pas, à cette date, (et non à celle du 31 décembre 2012) l'objectif assigné.

Aucune faute contractuelle ne peut être, au vu des ces conventions, reprochée à Maître Patricia T., cessionnaire, laquelle ne peut résulter du seul déséquilibre allégué des chiffres d'affaires et de clients

pour l'année 2012, qui ne peut résulter de façon mécanique de la seule répartition incertaine effectuée une année auparavant, le 31 décembre 2011.

Aucun fait constitutif d'une faute délictuelle n'est davantage caractérisé par Maître Emmanuel M. à l'encontre de Maître Patricia T., qui ne peut se déduire du seul déséquilibre allégué des chiffres d'affaires et de clients pour l'année 2012, après une année d'activité.

Faute d'autre fondement à sa demande, Maître Emmanuel M. en sera débouté.

La seule saisine du bâtonnier, puis de la cour d'appel à raison du silence de celui-ci, ne permet pas de caractériser un abus ou une procédure vexatoire justifiant l'octroi à Maître Patricia T. de dommages-intérêts.

Il n'apparaît pas inéquitable de laisser à chacune des parties l'entière charge des frais qu'elle a du engager à l'occasion de la présente procédure.

PAR CES MOTIFS, la cour, après en avoir délibéré, statuant publiquement par arrêt contradictoire,

- déboute les parties de leurs demandes,

- dit n'y avoir lieu à application de l'article 700 du code de procédure civile,

- laisse à Maître Emmanuel M. la charge des dépens de la procédure.

Prononcé par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du code de procédure civile,

Signé par Madame JACOB, Conseiller, en l'absence du Président empêché, et par Madame DESLANDE, Greffier, auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Le Greffier Le Président